

**POLOGNE : FICHE PAYS – FEVRIER 2026**



Catégorie OCDE (2026) : 0/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A- / A2 / A-

Change : Zloty (PLN) / Régime de change flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

**FORCES**

- Proximité des marchés d'Europe de l'Ouest
- Diversification de l'économie
- Attractivité des IDE
- Résilience du secteur bancaire

**FAIBLESSES**

- Tensions politiques locales
- Exposition à la demande extérieure
- Dépendance à la main d'œuvre étrangère

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : Stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : En 2025, la croissance du PIB (+3,6 %) a été principalement portée par la consommation, sous fond de hausse des salaires réels. En 2026, le rebond de l'investissement public, soutenu par les fonds européens, permettrait de stabiliser la croissance à près de +3,5 %, selon les instituts de prévision. Le rebond attendu de l'économie allemande constitue également un facteur positif, notamment pour stimuler les exportations. Les investissements annoncés dans les services cloud et l'IA renforcent les perspectives de moyen terme.
- Vulnérabilité des comptes publics : Le prolongement du soutien budgétaire ne permettrait pas de réduire le déficit public (-7 % du PIB en 2025) alors que le pays est placé sous procédure de déficit excessif par la Commission européenne. Un effort significatif d'assainissement des comptes publics n'interviendrait pas avant 2028, dès lors l'objectif d'un déficit inférieur 3 % du PIB à cet horizon semble inatteignable. Le niveau d'endettement public reste modéré mais devrait augmenter selon le FMI (60 % du PIB en 2025). La structure de la dette reste néanmoins soutenable à ce stade.
- Vulnérabilité extérieure : La Pologne accuse d'un léger déficit courant (-0,7 % du PIB en 2025), largement couvert par des investissements étrangers. Ces entrées de capitaux permettent de soutenir le zloty à ce stade. La Banque centrale a redoublé ses achats d'or ces dernières années afin de consolider ses réserves de change (5,7 mois d'importations, un niveau confortable).
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire est résilient. La profitabilité pourrait se réduire en lien avec la réduction des marges nettes sur intérêts dans un contexte de desserrement des conditions de financement.

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : La Pologne a renoué ses liens avec l'Union Européenne en 2024, facilitant le décaissement des fonds européens, vitaux pour l'investissement. La cohabitation est source de tensions et parfois d'impasse pour mener certaines réformes (indépendance de la justice notamment). Les prochaines élections législatives se tiendront en novembre 2027.
- Climat des affaires : Le gouvernement actuel a pour objectif d'améliorer le climat des affaires, qui s'était dégradé à la suite de la politique de « repolonisation » menée par le PiS à partir de 2016.

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : Si la Pologne est relativement peu vulnérable au changement climatique, elle fait face à d'importants risques d'inondations et à un risque de transition (le pays étant très fortement dépendant du charbon).

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**  
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024  
(% du total)

Exportations		Importations	
1 Allemagne	28,0%	1 E.A.U	16,8%
2 Rép. Tchèque	6,2%	2 Chine	14,5%
3 France	5,9%	3 Italie	4,8%
4 Royaume-Uni	5,1%	4 Etats-Unis d'Amé	4,0%
5 Italie	4,5%	6 France	3,3%

Source : ITC

**Principaux produits échangés**  
Part des échanges de marchandises en 2024  
(% du total)

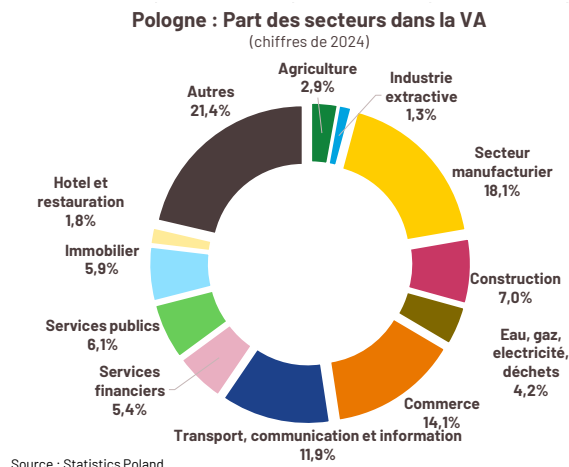
Exportations		Importations	
Equipements méca.	13,3%	Equipements méca.	12,3%
Equipements électr.	11,6%	Equipements électr.	12,0%
Voitures	10,8%	Voitures	10,6%
Matières plastiques	4,7%	Combustibles	7,6%
Meubles	4,6%	Matières plastiques	5,1%



## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

POLOGNE	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	695,7	813,0	914,6	1 039,6	1 110,0	1 174,3
<i>Rang PIB mondial</i>	22	21	21	21	21	21
Population (Mns)	36,9	36,8	36,6	36,5	36,2	36,1
<i>Rang Population mondiale</i>	39	39	39	40	41	42
PIB / habitant (USD)	18 860	22 119	24 973	28 485	30 651	32 492
Croissance PIB (%)**	5,3	0,3	2,9	3,6	3,6	2,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	14,2	11,5	3,7	3,8	2,7	2,6
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	77,9	78,3	78,1	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	48,8	49,5	55,3	60,0	65,8	69,1
Solde public (% PIB)	-3,4	-5,3	-6,6	-7,0	-6,5	-6,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	4,1	5,0	5,1	5,7	5,9	6,3
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-2,3%	1,8%	0,0%	-0,7%	-1,1%	-1,3%
IDE (% du PIB)***	6,0%	4,2%	2,0%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)***	4,5	5,2	5,7	5,7	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)***	53,5%	51,0%	49,6%	51,4%	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)***	9,6%	9,2%	9,0%	8,3%	NA	NA
Taux de change	4,46	4,20	3,98	3,76	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	19,4	20,5	20,3	NA	NA	NA
Taux de NPL	2,6	2,5	2,1	1,8	NA	NA
ROE	5,4	11,8	14,7	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	64	64	55	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	23	27	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	12	14	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	52	53	55	48	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions; Sources : FMI ; \*Banque mondiale; \*\*BMI Fitch Solutions, \*\*\*Oxford Economics; a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

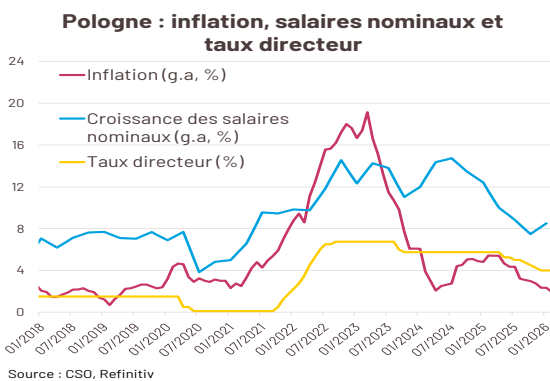




## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • Un rebond de l'activité en 2025

En 2025, la Pologne a consolidé le rebond entamé en 2024 (+2,9 %) avec une croissance du PIB de +3,6 %. La consommation privée en a été la principale contribution, bénéficiant du stimulus fiscal (hausse des transferts sociaux et des salaires dans la fonction publique), du rebond des salaires réels, alors que l'inflation a diminué, et d'une accélération du crédit à la consommation. Des retards cumulés dans la mise en œuvre du plan de relance européen et des conditions de financement qui restent toujours plus restrictives par rapport à la période pré crise sanitaire ont pesé sur la dynamique de l'investissement, qui a néanmoins enregistré une reprise au second semestre.



Les exportations nettes ont affiché une contribution négative, dans un contexte de demande externe morose, en particulier en provenance d'Allemagne (qui capte 28 % des exportations polonaises), sachant que le pays est très intégré dans les chaînes de valeur de l'industrie allemande (automobile, équipements électroniques, machines-outils). A titre d'illustration, la production d'automobiles en Pologne a été divisée par trois par rapport au niveau moyen de la fin des années 2010. Cette situation ne reflète cependant pas l'ensemble du secteur manufacturier polonais, la production industrielle affichant une certaine résilience (+2,1 % en m.a), notamment pour les biens d'équipement et les matériaux de construction.

### • Rebond de l'investissement en 2026

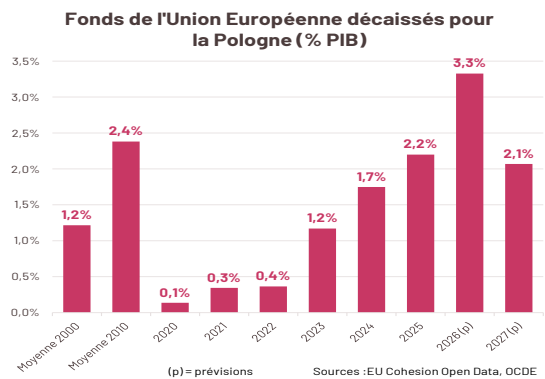
Fort d'un acquis de croissance de +1,3 % à fin 2025, la Pologne afficherait une croissance toujours soutenue en 2026, proche de +3,5 % selon les instituts de prévision, avec une demande interne dynamique.

<sup>1</sup> La Commission a tardé à valider le décaissement de ces fonds, en lien avec le recul du respect de l'Etat de Droit en Pologne.

<sup>2</sup> Elles passeraient de 4,1 % du PIB en 2024 à 5 % en 2027.

<sup>3</sup> Elle se situe actuellement dans la fourchette cible de la NBP (+2 % en g.a en janvier 2026). Si plusieurs facteurs pourraient exercer une pression sur l'inflation en 2026, ils ne seraient pas de nature à la faire sensiblement dévier de sa trajectoire actuelle (suppression du

La Pologne va en effet bénéficier d'importants décaissements de l'Union Européenne (UE) en 2026-2027 dans le cadre du plan de relance NextGenerationEU, de 3,3 % du PIB<sup>1</sup> en 2026 puis 2,1 % en 2027, selon l'OCDE. Ces fonds vont stimuler l'investissement public et les projets d'infrastructures de transport et énergétique (parcs éoliens en Mer Baltique, nucléaire). De plus, le gouvernement a annoncé qu'il allait significativement augmenter les dépenses dans le secteur de la défense<sup>2</sup>. Par ailleurs, au vu d'une inflation qui semble maîtrisée<sup>3</sup>, la Banque centrale (NBP) devrait procéder à une à deux baisses des taux directeurs de -25 ppb en 2026 (après -175 ppb en 2025), soit des taux d'intérêt réels plus bas et favorables à l'élan de reprise de l'investissement privé, au profit notamment du secteur manufacturier, observé fin 2025.



La consommation privée resterait un moteur essentiel de la croissance mais devrait ralentir, au vu du plafonnement des salaires dans le public et d'un tassement de la progression des salaires réels, maintenant que l'inflation a largement reflué. Les revenus des ménages bénéficieront néanmoins du prolongement du soutien budgétaire (hausse des allocations familiales, assouplissement des critères d'éligibilité aux allocations chômage) qui resterait probablement soutenu jusqu'aux élections législatives, qui se tiendront en 2027 (cf. Parties 2 et 4).

Si la Pologne est peu exposée directement aux droits de douane américains<sup>4</sup>, elle l'est indirectement via l'Allemagne, qui pâtit par ailleurs de l'incertitude sur l'évolution des tensions commerciales mondiales, notamment entre la Chine et l'UE. Toutefois, les perspectives de rebond chez le voisin germanique<sup>5</sup> sont favorables.

plafonnement du prix de l'électricité, difficultés de recrutement dans plusieurs secteurs : TIC, santé, construction).

<sup>4</sup> 3,3 % de ses exportations de biens vont vers les États-Unis.

<sup>5</sup> Perspectives de croissance attendues autour de +1,2 % selon la Commission Européenne (après +0,2 % en 2025), rebond qui serait tiré par une politique budgétaire expansionniste et le lancement du fonds spécial de 500 Md € pour financer des projets d'infrastructures.



- **Potentiel dans les services numériques**

La croissance post-2026 est attendue à +2,7 % / an en moyenne d'ici 2030 selon le FMI, contre +3,9 % en moyenne entre 2010 et 2019. Ce ralentissement est à mettre en lien avec celui des décaissements de fonds européens et d'un moindre soutien budgétaire (cf. Partie 2).

Malgré l'afflux d'Ukrainiens, la situation démographique devrait constituer un défi à moyen-terme. La population est en déclin depuis 1999, en raison d'une émigration massive et d'un taux de natalité faible, une tendance qui devrait se poursuivre et peser sur le potentiel de croissance, selon Eurostat. A ce stade, l'impact sur le marché du travail est en partie compensé par la croissance soutenue de la productivité, mais pourrait se traduire par des déséquilibres à terme (marché du travail, financement des retraites).

Le pays bénéficie d'un positionnement compétitif dans l'externalisation des services numériques, ce qui attire les investissements étrangers. Microsoft a annoncé un plan d'investissement de 1 Md USD et Google 500 M USD sur cinq ans dans les infrastructures cloud et les services IA (data center à Varsovie).

- **Un secteur bancaire résilient**

Les banques polonaises ont opéré un rééquilibrage de leur portefeuille ces dernières années. La part des crédits dans le total des actifs a été divisé par deux depuis 2019 (à 35 % du total<sup>6</sup>), ce qui réduit l'exposition au risque de crédit, face auquel les banques semblent bien provisionnées (ratio de solvabilité CAR de 20,3 %). Les banques devraient continuer à augmenter leurs provisions, afin de mieux absorber le coût potentiel d'un litige sur des prêts accordés en devises par le passé<sup>7</sup>. En revanche, la part de titres obligataires augmente, notamment les obligations souveraines (26 % de l'actif). Ces actifs, considérés de qualité supérieure, favorisent une amélioration des ratios de liquidité mais exposent les banques à une plus grande sensibilité aux variations de taux d'intérêt<sup>8</sup>. Ces dernières années, les marges nettes sur intérêts ont soutenu les revenus des banques, mais elles seraient un moindre soutien dans un contexte d'assouplissement monétaire.

<sup>6</sup> Contre 52 % en France, 66 % en Italie, 87 % en Allemagne.

<sup>7</sup> La Cour de Justice a donné raison aux emprunteurs ayant contracté ces prêts, jugés lésés, ce qui a conduit les banques à annuler / dédommager pour 100 Md PLN. 60 Md PLN supplémentaires sont actuellement provisionnés mais la NBP estime que le niveau nécessaire serait de 90 Md.

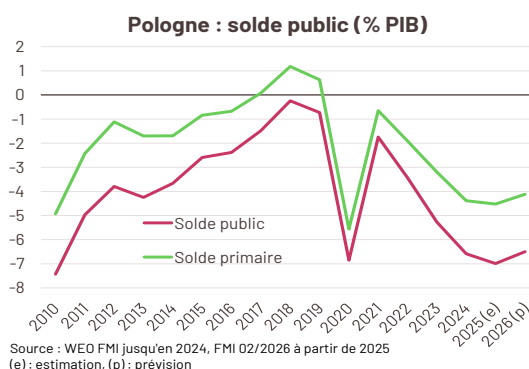
<sup>8</sup> Défavorable sur la valorisation des portefeuilles en phase de hausse des taux, ce qui n'est actuellement pas le cas.

<sup>9</sup> Hors charge d'intérêt.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Procédure de déficit excessif**

La Pologne a été placée en procédure de déficit excessif (PDE) par la Commission européenne en 2024, en raison de son important déficit primaire<sup>9</sup> (-4,5 % du PIB en 2024 et 2025). Pour autant, le gouvernement n'opère pas de réel assainissement budgétaire<sup>10</sup>, avec une cible du gouvernement de déficit public de -6,5 % du PIB, sous fond de hausse des dépenses courantes et militaires (cf. Partie 1).



La consolidation des finances publiques n'interviendrait pas avant 2028 au vu du prolongement attendu du soutien budgétaire jusqu'aux élections de 2027 et d'un engagement du nouveau Président (cf. Partie 4) à poser un veto contre toute augmentation des impôts. Une consolidation interviendra probablement en 2028, date à laquelle la limite constitutionnelle d'endettement (55 % du PIB, cf. *infra*) sera probablement atteinte et impliquera *de facto* un gel des salaires publiques et des restrictions sur les émissions de dette. Dans un tel contexte, le service de la dette atteindra 2,9 % du PIB d'ici 2028 selon le ministère des finances (contre 1,8 % en 2024). Dès lors, la cible de déficit (inférieur à -3 % du PIB d'ici 2028<sup>11</sup>) semble inatteignable.

- **Une dette publique soutenable**

Le niveau d'endettement public en Pologne est modéré (48 % du PIB), cependant en intégrant les critères maastrichtiens<sup>12</sup>, il est plus élevé (60 % du PIB). Libellée à 76 % en monnaie locale, d'une maturité longue (5,8 ans), la structure de la dette reste soutenable, sous condition néanmoins de la stabilité du zloty (cf. Partie 3).

<sup>10</sup> En dehors de mesures limitées en 2026 telles que la hausse de l'IR pour les banques, des droits d'accise sur le tabac et le gel de l'augmentation de certaines prestations familiales.

<sup>11</sup> Conformément aux recommandations de la Commission européenne dans le cadre de la PDE

<sup>12</sup> Le ministère des Finances ne comptabilise pas des fonds qu'il considère hors Budget, comme certains programmes décaissés durant la crise sanitaire ou le bilan de la banque publique.



### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Déficit structurel de la balance des revenus**

La Pologne a enregistré un déficit courant en 2025 (-0,7 % du PIB). Le fort excédent de la balance des services (+4,3 % du PIB), tiré par les exportations de services aux entreprises, de transports et d'informatique, a été compensé par un déficit commercial de -1,4 % du PIB (et ce malgré un rebond des exportations agricoles) et surtout par le déficit de la balance des revenus (-3,6 % du PIB), liés aux rapatriements des revenus des entreprises étrangères implantées en Pologne. Selon le FMI, le solde courant resterait déficitaire en 2026-2027, en raison des investissements dans les infrastructures (cf. Partie 1) qui conduiraient à une hausse des importations en biens d'équipements.

- **Forte attractivité de la Pologne**

Le décaissement des fonds européens (cf. note de bas de page 1), qui semble avoir rassuré les investisseurs étrangers, combiné au potentiel du pays dans les infrastructures numériques, ont mené à une accélération des investissements étrangers (92 Mds USD de flux entrants nets au S1 2025).

Les réserves de change (5,7 mois d'importations, niveau confortable) augmentent, surtout portées par les achats massifs d'or par la Banque centrale (qui ont doublé en volume depuis 2022, pour représenter fin 2025 28 % du total des réserves).

Malgré le différentiel des taux d'intérêt qui se rétrécit vis-à-vis de la zone euro, le zloty n'a pas perdu de terrain face à la monnaie unique en 2025 (+1,6 %), en raison des importants flux de capitaux entrants. Cette tendance devrait en principe se poursuivre en 2026 (flux d'investissement élevés avec les fonds de l'UE, qui atténuent le potentiel impact de la réduction du différentiel de taux, post assouplissement monétaire de la NBP) et favoriserait une certaine stabilité du zloty.

### 4. ASPECTS POLITIQUES

K. Nawrocki, candidat soutenu par le parti conservateur Droit et Justice (PiS) anciennement à la tête du pays<sup>13</sup>, a remporté l'élection présidentielle de juin 2025. Cette victoire marque le retour de la cohabitation, sachant que le Parlement est dominé par une coalition pro-européenne, menée par le Premier Ministre D. Tusk. Les tentatives du gouvernement pour rétablir l'indépendance de la justice peinent à se concrétiser, faisant face au veto

<sup>13</sup> Entre 2015 et 2023, sous la Présidence d'A. Duda, une réforme à l'encontre de l'indépendance du système judiciaire a contribué à dégrader les relations avec l'UE, impliquant des difficultés pour le décaissement de fonds européens.

<sup>14</sup> Veto qui ne peut être contourné qu'avec une majorité des 3/5<sup>ème</sup> au Parlement, seuil que n'atteint pas la coalition gouvernementale

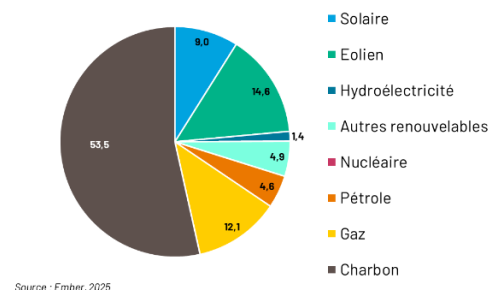
du Président<sup>14</sup>. Cette configuration complique également la mise en œuvre d'autres réformes : développement de certains projets dans les énergies renouvelables (ENR), aides aux réfugiés ukrainiens, certaines composantes du Budget, etc. Dans ce contexte, la popularité de la coalition s'érode progressivement. Cette impasse politique perdurerait au moins jusqu'aux élections législatives de novembre 2027.

Malgré ces tensions et des amendes à la suite du recul de l'Etat de Droit, les relations avec l'UE se sont améliorées depuis 2024. La Pologne est le premier récipiendaire de l'initiative européenne de défense (44 Md € de prêts pour la Pologne). En dépit des désaccords sur certains sujets (Groenland, position ferme vis-à-vis de la Russie), les relations sont cordiales avec les Etats-Unis, avec qui d'importants accords de défense ont été signés.

### 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le pays a fait face à plusieurs importants épisodes d'inondations ces dernières années, sa principale vulnérabilité en tant que risque physique. Le gouvernement Tusk a annoncé son ambition de devenir un véritable acteur de la lutte contre le changement climatique en Europe. Il soutient l'objectif européen de réduction des gaz à effet de serre de 50 % d'ici à 2040 par rapport à 1990<sup>15</sup> et affiche sa volonté de sortir progressivement du charbon. Cette dépendance au charbon est d'autant plus préjudiciable que les prix de l'énergie en Pologne sont parmi les plus élevés d'Europe selon Eurostat, en raison d'un coût d'extraction relativement élevé et de la mise en place du marché du prix du carbone<sup>16</sup> et des quotas émissions en UE. Il s'agit autant d'un enjeu de compétitivité que d'un enjeu de transition énergétique.

**Pologne : production d'électricité par sources, en % (2024=170,2 TWh)**



Le pays a bénéficié de 3,9 Md€ de la part de l'UE pour diversifier son mix énergétique et vise d'augmenter la

<sup>15</sup> Année de référence utilisée par l'Union européenne pour ses objectifs climatiques.

<sup>16</sup> Le prix de la tonne de carbone était de 77€/tonne sur les deux premières semaines 2026.



part des ENR à 56 % du total. Le risque de transition restera élevé, car la baisse de la part du charbon se fera notamment au profit du pétrole et du gaz, pour répondre aux besoins d'énergies croissants des secteurs du transport et de l'industrie (dans une moindre mesure le logement), selon le Plan Stratégie Climat 2025-2040

(NECP) établi par les autorités. Dans un premier temps, les investissements pour atteindre les objectifs du NECP nécessiteraient ainsi 195 Md€ (estimation du gouvernement) d'ici 2030, même si une partie pourra provenir des fonds européens.

## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.